

Pourquoi Paris est toujours la championne des dépenses en zone euro... et risque de le rester



GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui

Des choses courageuses ont été faites par la nouvelle majorité, comme la baisse drastique du nombre de contrats aidés. Mais les efforts ne sont - à ce jour - pas à la hauteur des enjeux

La France est, on le sait, la championne de la zone euro en matière de finances publiques. Si les dépenses de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales représentent plus de la moitié de la richesse nationale, soit 56,4 % du PIB en 2016, les raisons précises de ce record hexagonal sont moins souvent mises en avant. Dans une note inédite que publie *Le Figaro*, le spécialiste des finances publiques, François Écalle, a analysé les données d'Eurostat pour trouver dans quels domaines la sphère publique fran-

çaise est plus dispendieuse que la plupart de ses voisins européens.

Ce magistrat de la Cour des comptes en disponibilité, qui a créé le très instructif site *Fipeco*, relève que l'écart entre les dépenses publiques françaises et la moyenne de la zone euro s'est creusé, en dix ans, de plus de 2 points de PIB, passant de 6,5 à 8,8 points de PIB entre 2006 et 2016. Un delta loin d'être anodin car un point de PIB vaut un peu plus de 20 milliards d'euros. « *Le coût des politiques publiques a plus augmenté en France que dans la zone euro* », résume ainsi François Écalle.

La principale raison ? Le modèle social français. Son coût, déjà très supérieur à la moyenne de la zone

euro en 2006, a continué à s'enlever en raison de la crise plus vite qu'ailleurs. Il atteint 31,5 % du PIB en 2016, contre 26,7 % chez nos voisins. En cause, des mesures d'économies insuffisantes en matière de retraite. Malgré la réforme des régimes spéciaux de 2008, celle du régime général de 2010, puis celle - la première prise sous un gouvernement socialiste - de 2014, les dépenses de pension ont progressé plus rapidement en France que dans le reste de la zone euro (+2 points, contre -1,5 point de PIB). Les partenaires européens ont en effet été plus loin dans leurs réformes, l'Espagne ayant par exemple décidé en 2011 de repousser à

Des dépenses de protection sociale largement supérieures

LES DÉPENSES PUBLIQUES EN 2016 PAR FONCTION EN FRANCE ET DANS LA ZONE EURO ET LEUR ÉVOLUTION SUR 10 ANS

	FRANCE		ZONE EURO	
	en % du PIB	variation 2006-2016 en points	en %	variation 2006-2016 en points
Protection sociale	31,5	+3,3	26,7	+2,3
dont :				
- retraites et dépendance	15,0	+2,0	12,5	+1,4
- santé et invalidité	10,9	+0,8	9,8	+0,8
- famille	2,4	=	1,7	+0,3
- chômage	2,0	+0,2	1,6	-0,2
- exclusion sociale	1,1	+0,3	0,7	+0,1
- autres	0,2	+0,1	0,3	-0,2
Logements et équipements collectifs	2,1	+0,1	1,0	-0,1
Enseignement	5,4	-0,1	4,6	=
Loisirs, culture et culte	1,2	-0,1	1,1	=
Protection de l'environnement	0,9	=	0,8	=
Affaires économiques	5,6	+1,1	4,2	-0,2
Services généraux	6,1	-0,8	6,3	-0,5
Ordre et sécurité publics	1,6	+0,1	1,7	+0,1
Défense	1,8	=	1,2	-0,1
TOTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES	56,4 %	+3,9 pts	47,6 %	+1,6 pt

Source : Eurostat et FIPECO

terme l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans.

« Tandis que peu d'efforts ont porté sur la sécurité sociale, beaucoup a été fait en revanche dans la sphère de l'État », analyse François Écalle. Cela se traduit dans les « services généraux », domaine un peu fourre-tout pour lequel la France est passée de 0,2 point sous la moyenne de la zone euro, à 6,1 % du PIB. Un mérite somme toute relatif : la France s'endette en effet à des taux d'intérêt inférieurs à ceux de l'Italie ou de l'Espagne...

Efforts insuffisants

Pour le reste des frais généraux, « la maison France est plutôt bien tenue », estime tout de même le magistrat financier. La révision générale des politiques publiques (RGPP) sous Nicolas Sarkozy et les quelques économies réalisées sous François Hollande ont porté leurs fruits. Certains ministères, comme à Bercy ou aux Transports, ont vu ainsi leurs effectifs fondre. Au-delà, la France continue de dépenser plus que ses partenaires dans d'autres domaines de l'action publique, notamment le logement et l'éducation sans que ces crédits importants débouchent pour autant sur de meilleurs résultats que dans les pays voisins.

Les mesures d'économies votées à l'automne et celles qui doivent être présentées au printemps changeront-elles la donne ? « Des choses courageuses ont été faites, comme la baisse drastique du nombre de contrats aidés, analyse François Écalle. Mais les efforts ne sont - à ce jour - pas à la hauteur des enjeux. » L'exécutif ambitionne de diminuer la part des dépenses publiques dans le PIB d'ici 2022, à 51,6 % du PIB (avec crédits d'impôts). Louable, mais insuffisant pour combler l'écart actuel séparant la France de la moyenne de la zone euro. ■

ZONE EURO : CROISSANCE AU PLUS HAUT DEPUIS 2007

■ C'est moins bien que prévu mais cela reste une belle performance. La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro s'est élevée à 2,3 %, contre 2,5 % lors des dernières estimations de janvier et février, a indiqué mercredi l'Office européen de statistiques Eurostat. Ce recul est dû à un élargissement des données utilisées et à la révision de certains chiffres par les États membres. Il n'empêche, ce taux, qui sera encore revu le 13 avril, est le plus élevé depuis dix ans. La croissance avait atteint 3 % en 2007, juste avant la crise financière. Et l'embellie est nette par rapport à 2016 (hausse du PIB de 1,8 %). Parmi les grandes économies de la zone euro, l'Espagne est la plus dynamique (+ 3,1 %), devant l'Allemagne (+ 2,2 %) et la France (+ 2 %), selon l'Insee. L'Italie est à la traîne avec une progression de 1,5 %.

Les
par
ver
tio:
pos
poi
jus
te,
ave
céd
E
n'o
l'ex
qua
pos
ma
nib
age
em
qua
bér
reti
che
per
et u

C

Jeu
sur
de c
re l
sau
san
qui
pas
traï
pas
CSC
tan
bit
cau
inte
L
une
15
bai
Qu
à p
ma
en t
sur
caï
gén
D
pou
mer
part

